



## Etat de l'Installation Intérieure de Gaz

Numéro de dossier : **2023.04.13.39069.RENARD**  
Norme méthodologique employée : **AFNOR NF P 45-500 (Juillet 2022)**  
Date du repérage : **22/05/2023**



### Conclusion

**L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.**



La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013, 12 février 2014 et 23 février 2018 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. Cet état de l'installation intérieure de gaz a une durée de validité de 3 ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

## A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : ..... **Vendée**  
 Adresse : ..... **40 BOULEVARD DES COURLIS**  
 Commune : ..... **85460 L AIGUILLON SUR MER**  
 Section cadastrale AI, Parcelle(s) n° 70

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

, Lot numéro : **NC**

Type de bâtiment : ..... **Habitation (maison individuelle)**

Nature du gaz distribué : ..... **Gaz Butane**

Distributeur de gaz : .....

Installation alimentée en gaz : ..... **OUI**

## B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : ..... **Consorts RENARD**  
 Adresse : ..... **40 BOULEVARD DES COURLIS**  
 ..... **85460 L AIGUILLON SUR MER**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

**Autre**

Nom et prénom : ..... **Consorts RENARD**  
 Adresse : ..... **40 BOULEVARD DES COURLIS**  
 ..... **85460 L AIGUILLON SUR MER**

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

N° de téléphone : .....

Références : .....

## C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : ..... **Emmanuel ROGEON**  
 Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **SAS ELMCR**  
 Adresse : ..... **18, rue des trois piliers**  
 ..... **85000 LA ROCHE SUR YON**  
 Numéro SIRET : ..... **833976582**  
 Désignation de la compagnie d'assurance : ..... **AXA**  
 Numéro de police et date de validité : ..... **10138305104 / 31/12/2023**

Certification de compétence **CPDI1058** délivrée par : **I.Cert**, le **08/04/2019**

Norme méthodologique employée : ..... **NF P 45-500 (Juillet 2022)**



## D. - Identification des appareils

| Liste des installations intérieures gaz (Genre <sup>(1)</sup> , marque, modèle) | Type <sup>(2)</sup> | Puissance en kW | Localisation  | Observations :<br>(anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné) |
|---|---------------------|-----------------|---------------|--|
| Table de cuisson ROSIERES   | Non raccordé        | Non Visible     | RDC - Cuisine | <b>Anomalie(s) fonct°: A1 (8a1, 14, 15b, 20.7) et DGI (11c)</b><br>Photo : Ph001   |

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ....


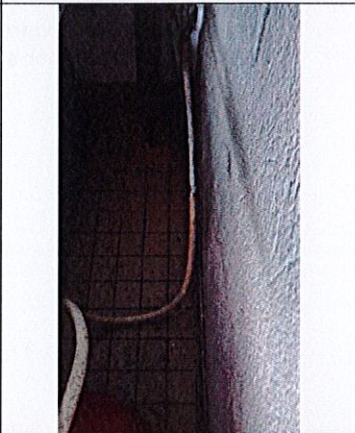

(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

Note : Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.

Note 2 : Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Note 3 : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

## E. - Anomalies identifiées

| Points de contrôle <sup>(3)</sup><br>(selon la norme)                  | Anomalies observées<br>(A1 <sup>(4)</sup> , A2 <sup>(5)</sup> , DGI <sup>(6)</sup> , 32c <sup>(7)</sup> ) | Libellé des anomalies et recommandations  | Photos  |
|--|---|---|---|
| C.6 - 7d1<br>Lyres GPL   | A2  | La lyre GPL n'est pas marquée du logo d'une marque reconnue.<br><br><b>Remarques :</b> La lyre GPL n'est pas autorisée à l'emploi<br><b>Risque(s) constaté(s) :</b> Fuite de gaz consécutive à l'emploi de lyres non appropriées ou détériorées   |   |
| C.7 - 8a1<br>Organe de Coupure d'Appareil (OCA)                        | A1  | Au moins un organe de coupure d'appareil est absent. (Table de cuisson ROSIERES)  |   |
| C.10 - 11c<br>Raccordement en gaz des appareils par tuyaux non rigides | DGI   | Le matériel utilisé pour le raccordement en gaz d'un appareil est marqué d'une marque reconnue mais n'est pas autorisé d'emploi ou le raccordement en gaz d'un appareil comporte plusieurs tuyaux flexibles. (Table de cuisson ROSIERES)<br><br><b>Remarques :</b> (RDC - Cuisine)<br><b>Risque(s) constaté(s) :</b> Fuite de gaz |  |
| C.10 - 14<br>Raccordement en gaz des appareils par tuyaux non rigides  | A1  | La date limite d'utilisation du tuyau d'alimentation n'est pas lisible ou est dépassée. (Table de cuisson ROSIERES)<br><br><b>Remarques :</b> (RDC - Cuisine)<br>Absence de tuyau non rigides   |  |



| Points de contrôle <sup>(3)</sup><br>(selon la norme)                  | Anomalies observées<br>(A1 <sup>(4)</sup> , A2 <sup>(5)</sup> ,<br>DGI <sup>(6)</sup> , 32c <sup>(7)</sup> ) | Libellé des anomalies et recommandations   | Photos |
|--|--|--|--------|
| C.10 - 15b<br>Raccordement en gaz des appareils par tuyaux non rigides | A1   | Le tuyau flexible n'est pas visitable. (Table de cuisson ROSIERES)<br><br><b>Remarques :</b> (RDC - Cuisine)<br>Le tuyau n'est pas visitable ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de remplacer le tuyau non visitable par un tuyau rigide  |        |
| C.15 - 20.7<br>Ventilation du local – Sortie d'air                     | A1   | La sortie d'air du local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation est constituée par un dispositif de ventilation mécanique (hotte avec ventilateur d'extraction intégré ou non) ne répondant pas aux critères d'installation. (Table de cuisson ROSIERES)<br><br><b>Remarques :</b> (RDC - Cuisine) |        |

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation

(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

Note : Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation

## F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :

### Combles 1 (Absence de volumes sous rampants)

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.



## G. - Constatations diverses

### Commentaires :

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable
- ☐ Au moins un assemblage par raccord mécanique est réalisé au moyen d'un ruban d'étanchéité

### Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

### Observations complémentaires :

Néant

### Conclusion :

- ☐ L'installation ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service. **Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.**
- ☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

## H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

- ☐ Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz  
ou
- ☐ Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
  - référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
  - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- ☐ Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

## I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- ☐ Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

**Nota :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert**

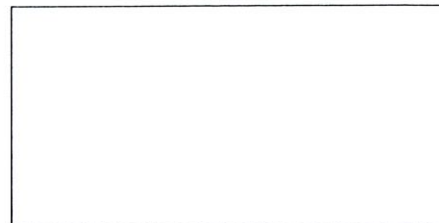
Signature du représentant :

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le **22/05/2023**.

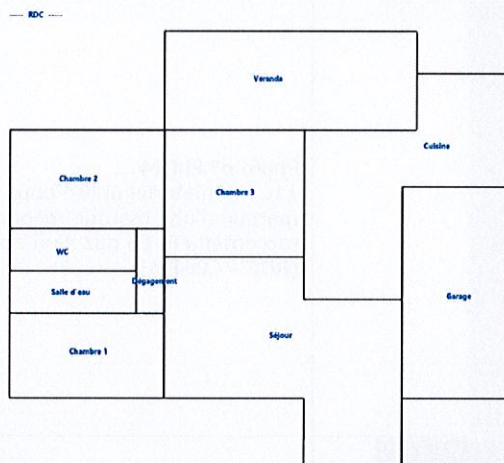
Fait à **L AIGUILLON SUR MER**, le **22/05/2023**

**Par : Emmanuel ROGEON**





## Annexe - Plans



## Annexe - Photos



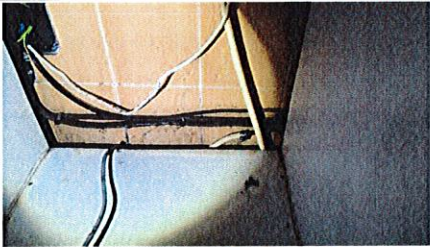
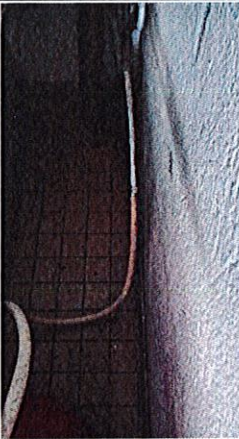
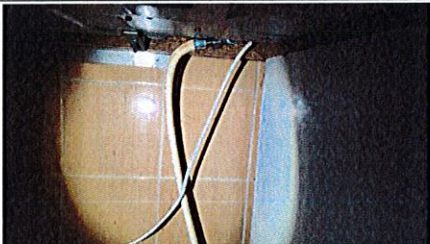
Photo n° Ph001  
Localisation : RDC - Cuisine  
Table de cuisson ROSIERES (Type : Non raccordé)



Photo n° Ph002  
20.7 : la sortie d'air du local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation est constituée par un dispositif de ventilation mécanique (hotte avec ventilateur d'extraction intégré ou non) ne répondant pas aux critères d'installation. (RDC - Cuisine)



Photo n° Ph012  
7d1 : la lyre GPL n'est pas marquée du logo d'une marque reconnue. La lyre GPL n'est pas autorisée à l'emploi

|  |  |
|--|--|
|   | <p>Photo n° Ph013<br/>14 : la date limite d'utilisation du tuyau d'alimentation n'est pas lisible ou est dépassée. (RDC - Cuisine)<br/>Absence de tuyau non rigides</p>  |
|   | <p>Photo n° Ph014<br/>11c : le matériel utilisé pour le raccordement en gaz d'un appareil est marqué d'une marque reconnue mais n'est pas autorisé d'emploi ou le raccordement en gaz d'un appareil comporte plusieurs tuyaux flexibles. (RDC - Cuisine)</p> |
|  | <p>Photo n° Ph015<br/>15b : le tuyau flexible n'est pas visitable. (RDC - Cuisine)<br/>Le tuyau n'est pas visitable; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de remplacer le tuyau non visitable par un tuyau rigide</p>                          |



## Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Tous les travaux réalisés sur l'installation de gaz du logement, y compris les remplacements d'appareils, doivent faire l'objet de l'établissement d'un certificat de conformité modèle 2, conformément à l'arrêté du 23 février 2018 modifié. Seules les exceptions mentionnées à l'article 21 - 4° de l'arrêté du 23 février 2018 modifié dans le guide « modifications mineures » dispensent de cette obligation.

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

### Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

### Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

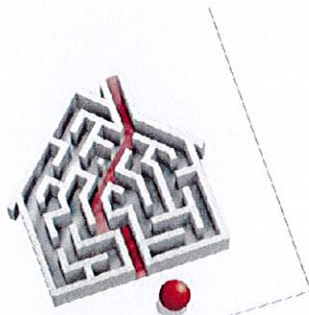
- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>









# Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI 1058 Version 009

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur ROGEON Emmanuel**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

|                            |   |
|----------------------------|---|
| Amiante sans mention       | Amiante Sans Mention*<br>Date d'effet : 21/09/2020 - Date d'expiration : 20/09/2027   |
| DPE tout type de bâtiments | Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment<br>Date d'effet : 06/03/2019 - Date d'expiration : 05/03/2024  |
| DPE individuel             | Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel<br>Date d'effet : 06/03/2019 - Date d'expiration : 05/03/2024             |
| Electricité                | Etat de l'installation intérieure électrique<br>Date d'effet : 08/04/2019 - Date d'expiration : 07/04/2024                                    |
| Gaz                        | Etat de l'installation intérieure gaz<br>Date d'effet : 08/04/2019 - Date d'expiration : 07/04/2024   |
| Plomb                      | Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb<br>Date d'effet : 21/09/2020 - Date d'expiration : 20/09/2027                                 |
| Termites                   | Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine<br>Date d'effet : 21/09/2020 - Date d'expiration : 20/09/2027 |

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 01/10/2020.

Arrêté du 23 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 23 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prue en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification - Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnosticueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K - 35760 Saint-Grégoire

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4 5522  
PORTÉE  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

CPE DIFR 11 rev14



